

Crise agricole : y'en a marre ! Que chacun prenne ses responsabilités ! L'Etat, l'Europe mais aussi les agriculteurs français



Crise agricole, la stratégie du bouc émissaire empruntée par les agriculteurs ne débouchera sur rien. Il faut que chacun prenne ses responsabilités.

Avec Jean-Marc Sylvestre

La multiplication des manifestations agricoles fatigue tout le monde. Les agriculteurs eux-mêmes qui sont dans une situation difficile et qui commencent à se rendre compte que cette forme de violence ne débouchera sur rien. Les syndicats agricoles, la FNSEA en tête qui fait de son mieux pour limiter les débordements mais dont tous les arguments rationnels qu'elle peut avancer pour se remettre au travail le monde agricole, ne sont pas écoutés. Quant à l'Etat, il n'a visiblement pas de recettes miracle. Il est impuissant et pas très courageux.

Ce qui est désolant dans ce type de crise, c'est que le problème des agriculteurs est archi classique. Les économistes ont tous les outils nécessaires pour analyser et régler la crise. Encore faut-il accepter de regarder les problèmes en face et vouloir trouver des solutions.

La crise agricole française qui touche principalement les éleveurs et les producteurs de lait s'explique principalement par la surproduction, ou l'excédent d'offre sur la demande. Cette surproduction a tendance à tirer les prix vers le bas. Du coup, beaucoup d'exploitations ne sont pas assez rentables, pour investir et même survivre. CQFD.

Ce type de crise est archi classique dans l'histoire économique. **Si les entreprises agricoles étaient des entreprises comme les autres, on les laisserait gérer leur problème de surproduction selon les lois du marché.**

Ce qui dans le contexte actuel est insupportable au pouvoir politique. On prête au monde agricole beaucoup trop d'influence politique pour ne pas s'en préoccuper, sauf que l'Etat qui l'a fait, trop longtemps, n'en a plus les moyens. **On prête aussi au monde agricole quantité de missions autres que de produire des biens alimentaires, et pour lesquelles il n'est pas forcément rémunéré.** Quand on explique que le paysan est aussi le gardien de la nature, on fait frémir les écolos, mais on ne fait pas l'addition de ce que ça représenterait. Quand on explique que l'agriculture a pour devoir de nourrir la planète, on souhaite au même moment qu'elle produise bio et surtout pas cher... Tout cela est vaguement contradictoire.

Le mieux serait de considérer l'entreprise agricole comme une entreprise comme les autres. C'est-à-dire une entreprise qui avec du travail et du capital doit produire des biens et des services pour satisfaire des consommateurs à un juste prix de marché. Dans ce cas, les choses seraient beaucoup plus simples. **A une condition, que chacun assume ses responsabilités. L'Etat et les agriculteurs. Parce qu'on ne peut pas tout attendre de l'Etat ou de la FNSEA. Il va falloir que les agriculteurs eux-mêmes se prennent en charge et en finissent avec ces prises d'otage de l'opinion en permanence.**

La responsabilité de l'Etat est considérable, mais ça n'est pas la seule. Beaucoup de dysfonctionnements du marché de la viande et du lait viennent des décisions très contradictoires de l'administration.

1^e. Il faudrait d'abord lever cet embargo sur la Russie Avoir décrété un embargo sur les exportations vers la Russie aura été évidemment une énorme bêtise. Le monde agricole a perdu 20% de ses débouchés. Pour qui, pour quoi ? Politique stupide. Cet embargo est encore défendu aujourd'hui au nom des droits de l'homme par des courants qui par ailleurs se disent protecteurs des agriculteurs. Tout le monde réclame la levée de cet embargo.

2^e. Il faudrait évidemment rendre obligatoire l'étiquetage des viandes et du lait de façon à informer le consommateur distinguer des viandes d'animaux qui ont été élevés pour la boucherie et les viandes de ceux qui arrivent en boucherie en fin de carrière, après avoir passé des années à donner du lait. Les premières ont un vrai prix de revient. Les secondes ne coûtent plus rien puisque le lait a amorti l'investissement.

Le consommateur est-il au courant de ce distinguo ? Réponse : non !!! Commençons par là, ça barrera l'importation de beaucoup de viandes importées d'Allemagne ou d'Espagne. Après, les professionnels pourront s'occuper des marques et des labels d'origine.

3^e. A l'Etat d'alléger toutes les contraintes environnementales qu'il a imposées, non pas pour protéger la nature, mais pour faire plaisir aux écologistes de tous poils. Les agriculteurs se sont fait bêtement avoir. Quelle naïveté, ou quel cynisme que d'aller au devant des frondeurs et des écolos qui réclament la protection des petits agriculteurs, des produits bio pour tout le monde, mais des prix les plus légers possibles. Le lait, le beurre, et l'argent du beurre et si possible la crème en prime.

Les agriculteurs aussi ont une énorme responsabilité. Les syndicats agricoles regroupés au sein de la FNSEA n'ont pas manqué de prôner des sorties courageuses par le haut en s'adaptant aux contraintes du marché.

1^e Les agriculteurs le savent, mais la taille critique de leur exploitation est encore insuffisante au regard de la concurrence Un élevage moyen en France est 20 à 30 % plus faible en taille que l'élevage moyen en Allemagne. 52 vaches dans l'Hexagone, 70 à 80 en Europe. La France a protégé ses agriculteurs, l'Europe a cherché à défendre l'exploitation. Il faudra forcément organiser les regroupements sous quelque forme que ce soit en réglant tous les aspects de la consolidation. Le financement, le juridique, les impacts familiaux, etc.

2^e Les agriculteurs vont devoir se regrouper pour négocier avec l'aval de la filière, c'est-à-dire avec la distribution. Il n'existe que quatre centrales d'achats pour la grande distribution, et deux gros industriels qui transforment la viande, dont Bigard. Comment veut-on que les 200 000 exploitants agricoles s'en sortent. Même s'ils se regroupent en coopératives. Ces coopératives ne sont pas encore assez grosses. Les 200 000 exploitations agricoles ne sont pas condamnées mais il faudra, pour qu'elles s'en sortent, accepter des coopératives plus musclées encore.

Sait-on aujourd'hui que, si on augmentait de 1 centime le prix du yaourt et que ce centime remonte au producteur, ses problèmes seraient réglés. La grande distribution s'interdit ce centime supplémentaire en prétextant que le consommateur ne l'accepterait pas. Peut-être, sauf que c'est à la production de s'organiser et de s'expliquer sur la valeur de ce qu'il vend pour pouvoir s'en sortir.

Passez d'une logique de production encore trop partagée à une logique marketing de satisfaction client. L'agriculteur doit tout faire pour justifier de la valeur qu'il donne à ses produits et à ses services. Son métier ne se limite pas à travailler la terre, il doit aussi vendre ce qu'il produit dans un univers concurrentiel. Les céréaliers d'une part, les petits producteurs de proximité de l'autre ont trouvé les solutions chacun de leur côté. La classe moyenne des éleveurs est encore très en retard.